

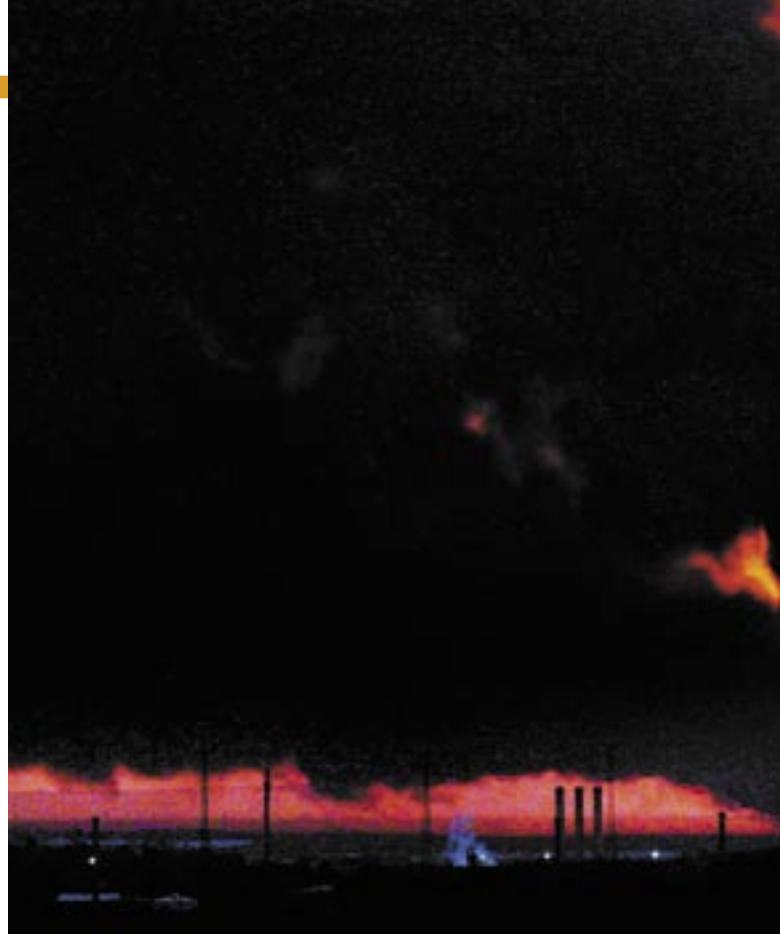
n'est pas à lui seul tout le jardin, les biens marchands, tout en jouant un rôle essentiel dans la société, ne constituent qu'une part – même si c'est la plus visible – des biens et des liens qui, pris ensemble, forment le tissu d'une culture et d'une société et soutiennent l'existence des humains.»⁹

Un creuset de nouveaux emplois

L'évolution de nos sociétés vers un développement durable est la source de nouveaux métiers – et donc de nouvelles perspectives d'emplois. On peut envisager des emplois peu qualifiés (tri et recyclage des déchets et des matériaux), moyennement ou hautement qualifiés (fabrication de pièces, de machines et d'objets en matériaux secondaires), des emplois d'ingénierie pour la recherche de nouvelles technologies pour les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, des emplois dans l'artisanat agro alimentaire, dans la construction durable, etc.¹⁰. Une partie de ces emplois proviendra des entreprises; d'autres seront au service de la collectivité; il appartiendra alors à l'Etat de les prendre en charge. Cela suppose des revenus. Ceux-ci pourraient provenir d'un système de taxation sur l'utilisation des ressources et sur la pollution, selon le principe du pollueur-payeur.

⁹ François Flahault, Philosophe, directeur de recherches au CNRS, in *Le paradoxe de Robinson, Mille et une Nuits*, 2005.

¹⁰ Eric Lambin, op.cit.



Résoudre les conflits : guerre à la guerre

De plus en plus de Terriens et de moins en moins de ressources : cocktail explosif ! La maîtrise des richesses naturelles – pétrole, eau, minéraux, terres arables, poissons, bois – est un enjeu de survie pour tous les peuples du globe. Et donc, une source permanente de conflits potentiels.

Guerre pour le pétrole en Irak; guerre pour l'eau au Moyen-Orient; guerre de la pêche au Canada; guerre du bois en Amazonie; guerre du diamant au Congo; guerre pour les terres arables au Kenya... Les « conflits environnementaux » sont un peu partout et dominant depuis la fin de la Guerre froide. Le risque d'affrontement s'accroît à mesure que les ressources s'épuisent. Et la pauvreté indécente dont souffre la moitié de l'humanité n'est pas vraiment un gage de sécurité. A quand une guerre mondiale pour l'équité dans le partage des richesses ? Cette perspective effrayante n'est pas illusoire. Il n'est pas rare d'entendre affirmer que la vague terroriste actuelle trouve une part de son souffle dans la frustration des populations opprimées par le système économique dominant.

Six milliards de dollars par mois

Evoquer la guerre dérange. Comme si c'était une fatalité dépassant toute volonté humaine. Curieusement, la résolution des conflits ne figure pas dans les Objectifs du Millénaire des Nations unies. Constat d'impuissance ? Le PNUD¹ évoque bien les conflits qui entravent le développement, pour constater que « la prévention est moins coûteuse, en termes humains et financiers, que les actions palliatives ». On s'en serait douté. Le coût mensuel de la guerre en Irak s'élève à 6 milliards de dollars². Certes, c'est de l'argent qui n'ira

¹ Programme des Nations unies pour le développement.

² Chiffre cité par La Tribune, 4 mai 2004.

↓ Le recyclage des matériaux et des objets usagés ouvre une multitude d'accès vers des emplois nouveaux et insolites. (© Le Soir, Sylvain Piroux)





← Incendie des puits de pétrole koweïtiens lors de la première guerre du Golfe (1991) : l'art de gaspiller l'objet même du conflit. (© AP, Sasa Kralj)

jamais au développement et qui retourne dans l'économie américaine via l'industrie de l'armement et du pétrole. N'empêche: les 15 % d'Etats-Uniens vivant sous le seuil de pauvreté apprécieront.

Inventer des ressources

Pour résoudre les conflits liés aux ressources, il est indispensable d'accélérer le développement de solutions de substitution aux ressources en voie d'épuisement, principalement énergétiques, et surtout, d'être moins gourmand. Le recours aux énergies renouvelables (solaire, éolien) est un exemple de ce que l'innovation peut faire pour respecter la capacité productive de la planète. Et de ce fait, contribuer à éliminer des causes de conflits doit être la règle. Privilégier la prévention en toutes circonstances.



→ Irak 2004 : certaines images se passent de tout commentaire... (© AFP, Christophe Simon)



← Les eaux du Nil : un trésor vital à se partager pacifiquement entre 10 nations. (© Theresa Hackett)

L'exemple de l'Afrique

Témoin, l'accord entre les 10 pays qui se partagent les eaux du Nil. Lors d'une réunion en février 1999, ces pays ont décidé de faire abstraction de leurs querelles séculaires concernant le partage des ressources naturelles pour réfléchir, ensemble, à leurs différents problèmes et aux solutions possibles. C'est par cette négociation que le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et, plus tardivement, l'Érythrée, ont donné naissance à l'Initiative du bassin du Nil. Avec des Africains à la barre, ce programme sans précédent regroupe ces 10 pays autour d'une vision partagée : celle de mieux gérer les ressources communes en eau pour combattre la pauvreté³.

L'Afrique, berceau de l'humanité, nous montre l'exemple à suivre. Les valeurs de partage mènent certainement plus loin que la volonté de domination et de possession.

Interdire la guerre

Quant à la guerre, la meilleure solution pour la faire cesser ne serait-elle pas, tout simplement... de l'interdire ? C'était l'idée du Traité de Paris (1928) et de la Charte des Nations unies (1945)⁴ : « Les États doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies ».

Cette résolution laisse cependant la porte ouverte aux conflits « légitimes », pour autant qu'ils soient temporaires et en attendant que le Conseil de Sécurité se saisisse de la question :

- en cas de légitime défense (répondre à une agression) ;
- dans le cadre d'une intervention des Casques bleus pour le maintien ou le rétablissement de la paix (par exemple, face à un État qui menacerait la sécurité internationale) ;
- pour se libérer d'une domination coloniale dans le cadre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si vis pacem, para bellum (si tu veux la paix, prépare la guerre). Cet antique proverbe ne pourrait-il pas, compte tenu du potentiel de destruction atteint par l'homme aujourd'hui, devenir « si tu veux la paix, empêche la guerre » ?

← La « Révolution des œillets » au Portugal en 1974, ou comment renverser une dictature sans effusion de sang. (© Droits réservés)



Heureux qui sans armée...

Le Costa Rica est un petit pays de 4,3 millions d'habitants situé en Amérique Centrale. Il présente la particularité d'être l'un des rares pays au monde à ne pas avoir d'armée⁵. Un choix national effectué en 1948.

Son ancien président Oscar Arias (favori pour les élections de 2006) a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1987.

Ce pays a une vocation écologique marquée : les deux tiers de son territoire sont classés comme patrimoine national et réserve naturelle.

Les « Ticos » (comme on nomme les habitants de ce pays) ont décidé d'affecter les budgets jadis alloués aux militaires à l'éducation, aux soins de santé, à la protection social et à la sauvegarde de la nature. Le taux d'alphabétisation y est l'un des plus élevés au monde. La faune et la flore y sont très diversifiées (près de la moitié des espèces de la planète existeraient au Costa Rica) et de nombreuses espèces ne sont présentes que sur ce territoire.



↑ Le fait que le Costa Rica ait pu vivre démocratiquement et en paix, sans armée depuis 1948, alors que tous ses voisins d'Amérique Centrale ont connu la guerre ou la dictature démontre combien cette solution originale peut s'avérer viable, efficace et surtout humaine. (© 2005 Duke University)

³ Source : Agence canadienne pour le développement International (<http://www.acdi-cida.gc.ca/index.htm>).

⁴ <http://www.un.org/french/aboutun/charte/>

⁵ Les autres sont Andorre, Les îles Cook, La Dominique, Grenade, l'Islande, Haïti, Kiribati, le Liechtenstein, Les Maldives, Les îles Marshall, l'île Maurice, Monaco, les États Fédérés de Micronésie, Naur, Niue, Palau, Panama, les îles Salomon, le Samoa occidentale, St Kitts et Nevis, Ste Lucie, St Marin, St Vincent et les Grenadines, Tuvalu, Vanuatu et le Vatican.